Elections Législatives 2022

Circonscription Centre Atlantique

AGIR POUR L'AVENIR

Mes chers compatriotes du Centre-Atlantique ;

Fort d'une trentaine d'années d'expériences au service de la population, je vous propose ma candidature aux législatives sur la circonscription Centre-Atlantique, que je connais bien.

Très tôt, je n'ai eu de cesse d'œuvrer dans le cadre d'actions bénévoles, associatives et politiques.

Homme d'action, je pense que l'heure du renouvellement générationnel en politique est en marche en Martinique et qu'il nous appartient d'élire à l'Assemblée Nationale française des femmes et des hommes ayant déjà démontré leurs capacités à s'impliquer dans l'action collective au service des Martiniquais.

Je constate que le fossé entre l'élite politique et la population se creuse inexorablement.

L'accumulation des difficultés : chlordécone, crise sanitaire (obligation vaccinale, déserts médicaux), chômage endémique, précarité exponentielle... est extrêmement préoccupante.

Après 3 années de crise économique et sanitaire, il appartient aux élus Martiniquais de sortir de la politique de gestion du quotidien enfermée dans des lo-

giques de partis, et de passer à une véritable politique de développement.

L'engagement politique au service de son pays et de ses habitants devrait toujours, quelles que puissent être les difficultés à affronter, puiser ses racines dans une volonté indéfectible de servir. J'ai choisi de porter ma pierre à la construction de notre territoire.

La Martinique est à un tournant de son Histoire.

En dépit de ce tableau accablant, je souhaite une Martinique optimiste et pleine d'espoir en l'Avenir. Notre ténacité et notre capacité de résilience sont autant d'atouts majeurs qui nous permettront de développer harmonieusement notre territoire dans une perspective de performance permanente. Homme de projet ayant une vision pour la Martinique, j'entends apporter ma pierre à la construction du territoire en étant force de proposition et gardien des intérêts de la population de la 1ère Circonscription.

Il s'agira notamment pour moi de rendre intelligibles et audibles à 7000 km les problématiques locales.

Et nous n'oublierons pas aussi nos compatriotes éloignés géographiquement et qui pour beaucoup d'entre eux aspirent à revenir ou à retrouver leurs terres natales.

Riche de la diversité de ses régions aussi bien maritimes que rurales, faisons de notre circonscription le moteur du développement d'une Martinique plus solidaire, plus ambitieuse et plus performante.

Avec ma suppléante Cindy LAGIN, jeune femme engagée et pétrie de compétences, nous entendons impulser une nouvelle dynamique dans la relation de proximité entre le député et la population. Je serai un député accessible au service de ma circonscription.

Alain-Claude LAGIER Cindy LAGIN



Nous avons le DROIT de profiter des opportunités et des richesses de notre pays

- La solidarité nous a donné la possibilité de subsister et de réduire les écarts sociaux avec la France hexagonale. Le développement économique et les technologies de communication offrent aujourd'hui à quelques-uns l'opportunité de s'en sortir.
- Mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit plus. Cela n'a JAMAIS suffit, car cela n'a JA-MAIS été l'objectif.
- Chacun a le DROIT de profiter des opportunités et des richesses de notre pays, de contribuer à la construction de notre pays, mais également de valoriser ses compétences pour acquérir sa propre richesse. En tout cas pas toujours les mêmes. Partager le gâteau c'est un premier pas mais ce n'est pas suffisant.
- ♦ Notre population est "encaillée" dans la dépendance. Nous sommes tout le temps obligés de demander. Alors que notre pays est une terre d'opportunités, ou il est possible de s'en sortir. Beaucoup de personnes viennent chez nous pour cela.
- Il est temps que ca change! I tan pou sa changé!
- ♦ Il est temps de permettre à chaque martiniquais de produire et de s'approprier les richesses de notre territoire. Cela nous permettra de nous émanciper. Donner à chacun les moyens de produire de la richesse et de s'en sortir, c'est casser le modèle.
- ♦ C'est dire NON à la dépendance
- ♦ C'est dire NON à la "quémendance"
- ♦ C'est dire NON à la "suppliance"
- ♦ C'est dire NON au "véglaj"
- ♦ C'est notre combat pour l'avenir de la Martinique,

POUVOIR D'ACHAT ET ECONOMIE LOCALE

Agir pour la baisse des prix de l'essence, du gaz, des taxes et des biens de consommations en informant et contrôlant

Agir pour réduire la fracture numérique, aider à la transformation digitale des entreprises, développer les nouvelles technologies, la coopération locale et caribéenne

Agir pour le développement de nouvelles filières en valorisant la production et les ressources locales

GOUVERNANCE CONCERTEE

Agir pour l'attribution d'un budget local du système de soin établi en fonction des besoins du territoire afin de faciliter l'accès aux soins et lutter contre les déserts médicaux

Agir pour le renforcement des instances de contrôle de l'action publique pour une plus grande transparence

JEUNESSE, CULTURE ET AVENIR DE LA MARTINIQUE

Agir pour le développement de l'offre de formation en tenant compte des besoins et des spécificités locales Agir pour l'accompagnement et le financement de l'emploi social et l'embauche des jeunes.

Agir pour favoriser l'emploi de la population locale à compétence égale et le retour des jeunes sur le territoire Agir pour la lutte contre le décrochage scolaire et l'illettrisme

AUTONOMIE, QUALITE DE VIE AU QUOTIDIEN ET SOLIDARITE

Agir pour la reconnaissance des responsabilités du gouvernement français et des intérêts locaux notamment pour les problématiques des sargasses et de la chlordécone

Agir pour le soutien des associations, l'action dans les quartiers les initiatives intergénérationnelles, l'éducation à la parentalité, l'aide (non financière) aux familles, en favorisant les espaces d'échanges dédiés à la jeunesse et la réhabilitation des logements indignes

Agir pour l'amélioration de l'accès à notre culture au niveau local, national et international en valorisant notre patrimoine.

Agir contre la circulation des armes et pour des moyens supplémentaires aux forces de l'ordre, à la justice et pour le renforcement de l'institution judiciaire

